

LE SOIR : Berlusconi porte plainte contre le Nouvel Observateur

samedi 29 août 2009

L'avocat de Silvio Berlusconi a donné instruction à un confrère français de porter plainte contre l'hebdomadaire le Nouvel Observateur à la suite d'un article jugé diffamatoire sur la vie privée du chef du gouvernement italien, a-t-il indiqué ce samedi.



« Tous les éléments pour tenter une action en diffamation au civil ont été remis à Me Bernard Caben », a affirmé Niccolò Ghedini, précisant qu'il appartiendrait à son collègue de fixer le montant des dommages-intérêts réclamés par Silvio Berlusconi. Il ignorait ce samedi si l'action en justice avait déjà été enclenchée.

Cette plainte vise un article de l'hebdomadaire intitulé « Sexe, pouvoir et mensonges » publié début août, évoquant notamment l'hypothèse d'une infiltration de la mafia russe au sommet de l'État italien et relatant une conversation supposée de deux

femmes ministres du gouvernement Berlusconi à propos de ce dernier. Cet article, dont s'est fait l'écho *La Repubblica*, est également visé dans la plainte qui vient d'être déposée à Rome par le chef du gouvernement contre le quotidien de gauche, lui réclamant un million d'euros de dommages-intérêts.

Me Ghedini, qui est député du Parti du Peuple de la Liberté (PDL) de Berlusconi, juge cet article « incroyable », dans une interview samedi au quotidien *La Stampa*. Silvio Berlusconi veut voir « reconnaître qu'il a subi une campagne diffamatoire de la presse étrangère aux contrecoups gravissimes sur le plan international », explique-t-il.

Alors que *La Stampa* lui oppose le droit à l'information, l'avocat réplique par celui à « la protection de l'honneur, également contenu dans la Constitution » italienne. L'avocat a également indiqué que la presse anglo-saxonne était dans la ligne de mire du chef du gouvernement italien. « Un avocat britannique est en train d'évaluer » la possibilité de différentes actions en diffamation contre des titres anglo-saxons, a-t-il déclaré, refusant de citer un journal en particulier.

Alors que la presse anglo-saxonne a fait ses choux gras ces derniers mois des scandales touchant le chef du gouvernement, Silvio Berlusconi avait lui-même mis en cause le magnat des médias Rupert Murdoch, propriétaire notamment du *Times* et de la Télévision *Sky*, rivale en Italie du groupe Mediaset du Cavaliere.

En juin dernier, la publication de photos de fêtes données dans la villa du Cavaliere en Sardaigne, sur lesquelles apparaissent notamment des femmes aux seins nus, avait déjà provoqué l'ire de Silvio Berlusconi qui avait cette fois annoncé porter plainte contre le quotidien espagnol *El País*.

L'avocat précise dans l'interview à *La Stampa* que l'argent éventuellement obtenu auprès des tribunaux sera versé à l'hôpital San Raffaele de Milan. (afp)

LA LIBRE : L'avocat de Berlusconi porte plainte contre El Pais

05.06.2009

L'avocat de Silvio Berlusconi a annoncé qu'il allait porter plainte vendredi contre le quotidien espagnol El Pais pour avoir publié des photos de fêtes données dans la villa du Cavaliere en Sardaigne, sur lesquelles apparaissent notamment des femmes aux seins nus.



“Nous déposerons une plainte, qui est en cours de rédaction, d’ici la fin de la matinée devant la justice espagnole pour recel”, a indiqué à l’AFP l’avocat du chef du gouvernement, Niccolò Ghedini. “Le parquet de Rome a estimé que ces photos étaient illicites: elles sont le résultat d’un délit et ne peuvent donc être vendues. Ceux qui les achètent commettent à leur tour un délit”, a-t-il affirmé.

El Pais publie vendredi cinq photos d’une série de plusieurs centaines saisies récemment par la justice italienne et qui ont été prises lors de réceptions privées dans la villa du Cavaliere en Sardaigne. Les visages sont floutés sur toutes les images.

Ces photos montrent M. Berlusconi dans le jardin de sa villa “entouré de plusieurs femmes”, deux jeunes femmes bronzant seins nus et en maillot string et un homme complètement nu au bord de la piscine. L’avocat de M. Berlusconi, Niccolò Ghedini, a affirmé récemment que l’une des photos saisies montraient l’ancien Premier ministre tchèque Mirek Topolánek entièrement nu. Le parquet de Rome a ordonné la saisie de ces photos après une plainte du chef du gouvernement pour violation de la vie privée.

LIBERATION: Berlusconi menace de porter plainte contre «The Economist»



The Economist aurait pu opter pour une de ses formules aussi concises qu'assassines. Lors de sa seconde attaque en deux ans contre le Premier ministre italien, l'hebdomadaire anglais a préféré la sobriété : un «Cher M. Berlusconi» barre la couverture de son numéro du 2 août. Dans une lettre ouverte, son éditorialiste le met au défi de répondre à un questionnaire digne d'un juge d'instruction. Eléments à l'appui, il l'accuse de corruption, de trafic d'influence, de détourner le cours de la justice et bien d'autres méfaits.

Conspiration ? Silvio Berlusconi menace de porter plainte. Les avocats de son holding, Fininvest, dénoncent une «campagne hostile» visant à discréditer le gouvernement italien et à entacher la réputation «d'un des hommes d'affaires les plus brillants et les plus expérimentés de ces vingt-cinq dernières années».

Le leader italien avait déjà entamé des poursuites, en avril 2001, contre le magazine à la suite d'un long article expliquant qu'il n'était «pas digne de

gouverner». Un quotidien lui appartenant, Il Giornale, mobilisé pour l'occasion, avait même évoqué une conspiration gauchiste et comparé Bill Emmott, le directeur de la rédaction de The Economist, à Lénine à cause de sa barbiche et de son front dégarni.

Un rapprochement qui a fait sourire en Grande-Bretagne. Tout à la fois journal d'information, d'opinion, d'affaires, de référence et d'irrévérence, The Economist ne se laisse pas facilement enfermer dans une case. Mais s'il y a bien une étiquette qu'il récuse, c'est celle de socialiste.

Ultralibéral libertaire. Fondé en 1843 par un industriel passionné d'économie politique, James Wilson, ce magazine a toujours défendu la libre entreprise, les privatisations ou l'orthodoxie monétaire. Il a bien appelé à voter travailliste aux élections de 2001, pour la première fois en quarante ans, mais uniquement parce que Tony Blair était, à ses yeux, «le seul conservateur crédible sur le marché».

Ultralibéral, tendance libertaire, The Economist prône la dépénalisation de toutes les drogues, même les plus dures, réclame la fin de la monarchie au nom de l'avancement au mérite, et continue d'approuver le recours à la force contre Saddam Hussein. Dans les années 80, il a soutenu Margaret Thatcher dans sa croisade contre «l'Etat» et «les concentrations de muscles antidémocratiques tels que les syndicats». Plus récemment, il a pris la défense des marques contre Naomi Klein et son livre No Logo, bible des altermondialistes.

Nouvel Observateur: Silvio Berlusconi attaque La Repubblica

29.08.2009

Le chef du gouvernement italien réclame un million d'euros de dommages-intérêts au journal, jugeant "diffamatoires" les dix questions sur sa vie privée publiées quotidiennement.



Le chef du gouvernement italien Silvio Berlusconi réclame un million d'euros de dommages-intérêts à *La Repubblica*, jugeant "diffamatoires" les dix questions sur sa vie privée publiées quotidiennement, affirme vendredi 28 août le journal de gauche. "Pour la première fois dans l'histoire de l'information en Italie, les questions d'un journal se retrouvent devant un tribunal civil", écrit le quotidien.

La requête, déposée devant le tribunal de Rome et signée par Silvio Berlusconi le 24 août, vise

les questions que *La Repubblica* publie chaque jour depuis plusieurs mois à propos des scandales concernant la vie privée du Cavaliere. Le journal demande notamment au chef du gouvernement de s'expliquer sur l'origine de ses relations avec la jeune Noemi Letizia, le nombre de ses rencontres avec la jeune fille et l'endroit où elles ont eu lieu.

Pas "un saint" Il veut aussi savoir si Silvio Berlusconi était au courant de la profession exercée par les jeunes femmes invitées dans sa résidence romaine, dont l'escort girl **Patrizia D'Addario**. Il lui demande également d'assurer que ses "fréquentations n'ont pas compromis" la bonne marche des affaires d'Etat. Tout en reconnaissant qu'il n'était pas "un saint", le chef du gouvernement a démenti à plusieurs reprises fréquenter des mineures, comme son épouse l'en a accusé, et ignorer la qualité des jeunes femmes invitées dans sa résidence. Les questions de *La Repubblica* sont "manifestement diffamatoires" car "le lecteur est conduit à penser que les propositions formulées ne sont pas des questions mais des affirmations", souligne la requête, citée par le quotidien.

Menaces de plainte contre *El Pais* Des plaintes auraient également été déposées contre des journaux étrangers, dont *Le Nouvel Observateur*, affirme l'avocat de Silvio Berlusconi. Néanmoins, le magazine n'a reçu aucune notification de plainte à ce jour et n'émet donc aucun commentaire sur le sujet. Il affirme que la demande de dommages-intérêts vise une information publiée le 6 août par la *Repubblica* qui reprenait des extraits d'un article de l'hebdomadaire français, *Le Nouvel Observateur*, évoquant l'hypothèse d'une infiltration de la mafia russe au sommet de l'Etat italien à propos de l'enquête pour corruption sur un entrepreneur lié à Patrizia D'Addario. La publication de photos de fêtes données dans la villa du Cavaliere en Sardaigne, sur lesquelles apparaissent notamment des femmes aux seins nus, avait déjà provoqué l'ire de Silvio Berlusconi qui avait annoncé porter plainte contre le quotidien espagnol *El Pais* en juin dernier.

Nouvel Observateur: Berlusconi contre «l'Unità»

Semaine du jeudi 10.09.2009

La dernière intimidation de Silvio Berlusconi vise une jeune femme. Non, il ne s'agit pas d'une *escort girl* ou d'une mineure. Mais de la très jolie directrice de «l'Unità», Concita de Gregorio, 45 ans, coupable d'avoir évoqué dans deux numéros du journal historique de la gauche les prouesses sexuelles du président du Conseil italien. Après «la Repubblica», «El Pais» et «le Nouvel Observateur», le quotidien créé par Antonio Gramsci en 1924 se voit réclamer 3 millions d'euros de dommages et intérêts pour «diffamation». La somme n'est pas négligeable pour un journal qui tire à 53 000 exemplaires.



Dans son bureau de la via Francesco Benaglia, à Rome, en plein Trastevere, Concita en profite pour faire un bilan personnel : *«Je suis à ce poste, pas facile, depuis un an. Je travaille plus qu'à «la Repubblica», où je suis restée quinze années, et je gagne moins. De plus, j'ai maintenant les avocats du président du Conseil à mes trousses !»*

Deux fascicules de 30 pages ont en effet atterri sur son bureau le 2 septembre. Et Concita a constaté avec surprise qu'on l'accusait d'un délit nouveau : ce n'était plus un article qui était contesté, mais deux numéros entiers de «l'Unità». Spécialement celui consacré à la nouvelle loi sur les écoutes téléphoniques, qui les rendra pratiquement impossibles à l'avenir. Et qui punira de lourdes peines de prison les journalistes qui s'aventureraient à en publier le contenu.

Mais voilà : dans ce même numéro de «l'Unità» figurait aussi un entretien avec un ex-député berlusconien, Paolo Guzzanti, révélant qu'il Cavalière *«se faisait des piqûres dans le pénis pour remédier à des difficultés d'érection»*. *«Ce dernier sujet ne me fascine pas outre mesure, plaisante Concita, mais comment ne pas en parler lorsqu'il*

concerne le président du Conseil ?»

«Une véritable urgence démocratique se dessine en Italie», conclut Concita de Gregorio. La manifestation du 19 septembre à Rome pour la défense de la liberté de la presse confirme ses appréhensions.

***Le Monde* : L'OSCE demande à Berlusconi de retirer ses plaintes contre des journaux** 20.09.2009

Le droit de savoir du public inclut inévitablement le droit des médias à poser des questions.” Adressée à Silvio Berlusconi, le chef du gouvernement italien, la remarque est signée du représentant de l’Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) pour la liberté des médias. Dans un courrier adressé à M. Berlusconi, dimanche 20 septembre, Miklos Haraszti lui demande de retirer ses plaintes contre La Repubblica et L’Unità, deux journaux que le premier ministre italien accuse de diffamation.

M. Haraszti s’inquiète notamment du montant – trois millions d’euros – réclamé par le chef du gouvernement, par ailleurs considéré comme la première fortune d’Italie, aux deux journaux de gauche.



La plainte contre La Repubblica vise les questions publiées chaque jour depuis plusieurs mois par le journal à propos des scandales concernant la vie privée du Cavaliere. “Le questionnement permanent, même partisan, est un instrument de la fonction corrective des médias”, insiste le représentant de l’OSCE dans un communiqué. Il souligne aussi que les dirigeants politiques doivent accepter un plus haut niveau de critique que le citoyen

ordinaire en raison des fonctions qu’ils occupent, reprenant là la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l’homme.

“EL PAIS” ET LE “NOUVEL OBS” DANS LE COLLIMATEUR

La Repubblica demande notamment au chef du gouvernement de s’expliquer sur ses relations avec la jeune Noemi Letizia, le nombre de ses rencontres avec la jeune fille et l’endroit où elles ont eu lieu. Le quotidien veut aussi savoir si Silvio Berlusconi était au courant de la profession exercée par les jeunes femmes invitées dans certaines de ses fêtes, dont l’escort girl Patrizia D’Addario. Il lui demande également d’assurer que ses “fréquentations n’ont pas compromis” la bonne marche des affaires d’Etat. L’Unità est quant à lui poursuivi pour avoir accusé le Cavaliere de menacer la liberté de la presse.

Silvio Berlusconi a aussi annoncé des actions judiciaires contre le quotidien espagnol El Pais et l’hebdomadaire français le Nouvel Observateur. Les dirigeants du journal espagnol, qui a publié des photos de fêtes dans la résidence de M. Berlusconi en Sardaigne où apparaissent des femmes dénudées, ont indiqué récemment ne pas avoir de nouvelles des avocats du Cavaliere.